

L'agit-prop à l'ère 2.0 : les campagnes du collectif Kazeboon dans l'Égypte en Révolution

*Pauline Donizeau
Pierre Depaz*

Si les discours contre-culturels, s'opposant autant au régime politique en place qu'à une culture politique héritée en Égypte ont été révélés par le mouvement révolutionnaire de Janvier 2011, leur développement est antérieur à cet événement. Depuis le début des années 1990, ils tendent à prendre des formes diverses et s'incarner dans l'espace public, pourtant extrêmement contrôlé par les autorités. Les formes héritées de la communication politique, telles que le tractage, l'organisation de réunion ou les campagnes d'affichage existent bien qu'elles demeurent limitées, et conduisent à des revendications qui restent sectorielles, souvent cantonnées à la sphère du travail ou à la sphère religieuse¹. Pourtant, alors que le mécontentement prend de plus en plus d'ampleur, la démocratisation d'Internet au début des années 2000, et l'ouverture aux nouveaux médias, parmi lesquels les réseaux sociaux, permet aux contestataires multiples de mettre en commun leurs opinions et revendications, et d'agrèger les discours politiques d'opposition. Cet espace virtuel, qui échappe encore partiellement au contrôle du régime, apparaît comme un nouvel espace public au sein duquel s'épanouissent et se consolident les discours politiques contre-culturels.

Ainsi, Internet et les réseaux sociaux représentent un outil majeur², notamment en termes de communication politique, avant et pendant la révolution. L'objectif de ceux que l'on a appelés des cyberactivistes n'en demeure pas moins la transivité des discours contestataires vers l'espace public, et la mobilisation de l'opposition politique. Il s'agit donc bien là d'interroger la manière dont les nouveaux médias ont, en amont, nourri la contestation, mais aussi la manière dont les méthodes de mobilisation ont ensuite été influencées par les modes de communication en ligne. En d'autres termes, se demander comment les modes de mobilisation politique de la

¹ Claire DE GAYFFIER-BONNEVILLE, *Histoire de l'Égypte moderne – L'éveil d'une nation*, Flammarion, Coll. « Champs Histoire », Paris, 2016, p. 476.

² Frédéric ENCEL, *Géopolitique du Printemps arabe*, Presses Universitaires de France, Paris, 2014, p. 86.

révolution égyptienne ont été formés et informés par les nouveaux médias.

En ce sens, il semble pertinent de s'intéresser à une forme de communication politique particulière, l'agit-prop, et d'étudier la manière dont elle a été utilisée au cours de l'épisode révolutionnaire égyptien par le collectif Kazeboon, en ligne et dans l'espace public. L'agit-prop est une forme de communication politique héritée, apparue en Union Soviétique en 1917. Elle tend à combiner deux types de communication, l'agitation d'une part, et la propagande d'autre part : « Le propagandiste inculque beaucoup d'idées à une seule personne ou à un petit nombre de personnes ; l'agitateur n'inculque qu'une seule idée ou qu'un petit nombre d'idées ; en revanche il les inculque à toute une masse de personnes.³ ». À l'origine, ce mode de communication politique a été pensé dans le but de diffuser les théories du marxisme-léninisme et les mots d'ordre du parti unique au plus grand nombre à la suite de la révolution soviétique, par le biais du cinéma, de la radio, de réunions publiques, mais surtout à travers le théâtre d'agit-prop⁴. Il ne peut donc pas être défini dans ce contexte comme contre-culturel. Pourtant, l'agit-prop s'est développée, dès les années vingt, hors de l'URSS, comme moyen de diffusion d'idées politiques contestataires par des groupes dissidents, appartenant le plus souvent à des mouvements d'extrême-gauche. Dans la deuxième moitié du XX^e siècle, l'agit-prop tend à disparaître sous sa forme historique, mais un « théâtre politique agissant⁵ » reste vivace sous différentes formes, notamment celle du théâtre d'intervention. Ainsi, il s'agit ici d'étudier la nature de l'agit-prop à l'ère 2.0 : quel est l'impact des nouveaux médias sur une stratégie de communication et d'intervention politique héritée ?

Le collectif Kazeboon (« Menteurs », le terme désignant ici les forces au pouvoir) créé en 2011 par un groupe d'activistes déjà actif sur les réseaux sociaux depuis 2008, profite de l'effervescence révolutionnaire pour diffuser un discours contre-culturel antimilitariste dans l'espace public, à travers des campagnes de projections vidéos suivies de débats, menées entre 2011 et 2013. Comme l'explique Wael Eskandar⁶, un des fondateurs du collectif, les huit activistes à l'origine du projet considèrent que les prises de parole sur les scènes militantes et lors des conférences de presse, ne sont pas suffisantes pour transformer l'opinion publique. L'objectif serait alors d'informer les citoyens, en interpellant les spectateurs par des montages d'images et de discours, tout en adoptant une démarche pédagogique pour faire entendre les revendications des révolutionnaires à grande échelle. Si les

³ Vladimir Ilitch LÉNINE, *Que faire ?*, Paris, Seuil, 1966 (première édition en 1902), p. 120.

⁴ Théâtre gouvernemental d'agitation de Leningrad, *Blouses Bleues*.

⁵ Philippe IVERNEL, « Agit-prop (Le théâtre d') » in Michel CORVIN (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique du théâtre à travers le monde*, Bordas, Paris, 2008, p. 46.

⁶ Wael ESKANDAR, « Egypt's Kazaboon: countering State narrative » [en ligne], Washington, Middle East Institute, Juillet 2013, <http://www.mei.edu/content/egypts-kazeboon-countering-state-narrative> [consulté le 12/01/2017].

activistes de Kazeboon ne revendiquent aucun héritage esthétique, le *modus operandi* employé s'apparente bien à celui, historique, de l'agit-prop, ce qui est d'ailleurs reconnu par l'un des membres du collectif, au cours d'un entretien mené au sujet de l'art politique en Égypte : « *what they did there* [les street-artistes du Caire] *was like Kazeboon... agitprop.*⁷ ». Si l'on considère l'importance fondamentale des réseaux sociaux, sur lesquels les membres du collectif sont très présents, et desquels ils tirent les matériaux de leurs vidéos, les nouveaux médias semblent, à la lumière de ce cas précis, avoir transformé un mode de communication politique afin d'informer un mode d'action.

Nous reviendrons ici sur le développement des discours contre-culturels en Égypte et le rôle joué par les nouveaux médias, avant de nous attacher à l'étude du cas représenté par Kazeboon. Enfin, nous verrons qu'au lendemain de la révolution, alors que le régime reprend le contrôle de l'espace public urbain, Internet redevient un support déterminant pour la diffusion des discours politiques dissidents, même si l'espace en ligne est désormais contrôlé par de nouveaux acteurs.

Médias et développements des discours contre-culturels en Égypte

État autoritaire et étouffement des discours politiques contre-culturels

L'Égypte se caractérise par une hiérarchisation des structures sociales et politiques reposant sur un ordre pyramidal et patriarcal. Les lieux d'émission des discours dissidents et contre-culturels sont étroitement contrôlés, en premier lieu par le Ministère de la Culture disposant d'un département de la censure⁸. Dans les années 2000, le climat politique et social tend à se déliter, dans un contexte de crise économique, où la population égyptienne, et en premier lieu la jeunesse, se sent exclue des sphères décisionnelles. Jouant le chaud et le froid, le régime de Moubarak, conscient de ces tensions, tend à desserrer légèrement le contrôle sur la presse, mais compense par une série de mesures autoritaires. Claire de Gayffier-Bonneville mentionne ainsi l'interdiction quasi-systématique de créer de nouveaux partis, l'interdiction de manifester, l'ajout de mesures de surveillances dans la constitution, et l'augmentation des instances de surveillance (les forces de sécurité centrale passent de 12 000 à 300 000 agents en moins de quarante ans)⁹.

Ainsi, le régime autoritaire contrôle étroitement l'espace public, ainsi que les moyens traditionnels d'expression de discours contre-culturels et contestataires, pourtant de plus en plus nombreux dans le contexte d'une remise en question profonde des structures du régime. Dans cette mesure,

⁷ Extrait d'une conversation Facebook avec Wael Eskandar, 13/03/2017.

⁸ Nehad SELAIHA, « The Fire and the frying pan, censorship and performance in Egypt », *The Drama Review*, n°57, novembre 2013, p. 24-25.

⁹ Claire DE GAYFFIER-BONNEVILLE, *Histoire de l'Égypte moderne – L'éveil d'une nation*, Op. Cit., p. 474.

l'apparition d'Internet comme nouveau lieu de diffusion de ces discours apparaît comme décisive.

Réseaux sociaux, blogs : des agrégateurs de discours contestataires sur Internet

Au début des années 2000, l'Égypte compte moins de 500 000 utilisateurs d'Internet. Le gouvernement Mubarak décide de lancer dès 2002 un large plan de modernisation des lignes de communication et de libéralisation du marché des fournisseurs d'accès à Internet. Cette initiative, le Plan Stratégique 2002-2007 fait passer le nombre d'utilisateurs d'Internet à plus de 14 millions en 2008, avec notamment un doublement annuel en 2002 et 2004. Ainsi, en 2008, un écosystème de communications autorisé par l'État, avant tout à des fins de développement économique et humain, se met en place, mais apparaît rapidement comme échappant au contrôle des autorités. L'arrivée des nouveaux médias en Égypte semble correspondre à la théorisation par Tim O'Reilly et Dale Dougherty du *Web 2.0*, en 2004. Cette notion est basée sur la possibilité d'utilisateurs d'Internet de créer leurs propres contenus ainsi que de commenter et de relayer des contenus existants, en opposition à une stricte consultation¹⁰. Cette possibilité de produire un discours participatif par les citoyens eux-mêmes est une première dans le paysage médiatique égyptien.

Le premier événement qui va permettre à Internet d'être considéré comme un véritable outil de production de contenus contre-culturels et d'action collective est le « Mouvement Égyptien pour le Changement » Kefaya (« Ça suffit »), créé en 2004 par l'ingénieur informatique Saad Bahar, l'ingénieur civil Wael Adel et le physicien Hisham Morsy¹¹. Ce mouvement se caractérise dès 2004 par un dépassement des clivages politiques classiques, en réunissant parmi les signataires de ses pétitions des personnalités issues aussi bien des Frères Musulmans, du parti communiste, des socialistes révolutionnaires du parti Al-Karama ainsi que des associations de la société civile, des collectifs non-alignés et des journalistes.

Le 6 Avril 2008, en marge d'une manifestation dans la ville ouvrière de Mahalla el-Kubra, naît le mouvement du 6 Avril, fondé par l'étudiant Ahmad Māhir, qui appelle à manifester, tous les ans à la même date, contre les dérives autoritaires et néo-libérales du régime. Si le rassemblement de 2009 ne réunit que peu de manifestants, le site Internet du mouvement est fréquenté par plusieurs dizaines de milliers de personnes¹². À l'été 2010, le jeune alexandrin Khaled Sa'īd meurt sous les coups de la police et devient un exemple des violences policières. La page Facebook *Kullinā Khaled Sa'īd* (« Nous sommes tous Khaled Sa'īd ») obtient 400 000

¹⁰ Tim O'REILLY, *What Is Web 2.0*, O'Reilly Media, New York, 2005, p 2.

¹¹ Samira MAHFOUDI, *Les dilemmes de l'opposition égyptienne: Kifaya ou l'émergence d'un véritable mouvement de contestation*, CEDEJ, Québec, 2006, p. 2.

¹² Claire DE GAYFFIER-BONNEVILLE, *Histoire de l'Égypte moderne – L'éveil d'une nation*, Op. Cit., p. 478.

signatures en quelques mois. En décembre 2010, les administrateurs de la page proposent de mener des actions collectives contre les violences policières le jour de la Fête de la Police, le 25 janvier 2011.

Le rôle des cyberactivistes, médiateurs et agitateurs

Les administrateurs de ces pages en ligne ne se contentent donc plus de relayer la contestation à grande échelle, mais diffusent également des mots d'ordre. Pour Heba el-Abbadi et Sally Hammouda¹³, ceux que l'on appelle les « cyberactivistes » vont jouer le rôle de médiateurs, au sens où l'entend Augusto Boal dans sa théorie du Théâtre de l'Opprimé. Dans ce théâtre à visée politique et sociale, le spectateur, par une série de jeux où il se met en position de rébellion, peut parvenir à lutter contre l'oppression. Pour permettre au spectateur d'incarner ses contestations à la scène, le médiateur intervient pour arbitrer les conflits. Selon les deux chercheuses, les cyberactivistes auraient donc permis aux citoyens de passer de spectateur passif en ligne à un « spect-acteurs » dans l'espace social.

Ainsi, Saad Bahaar va, tout au long du processus de révolte égyptienne, continuer à diffuser des contenus en ligne et à travers le pays. Ces contenus, des guides d'insurrection non-violente largement inspirés par les écrits de l'auteur américain Gene Sharp, sont un des premiers exemples de diffusion de discours contre-culturels dépendant directement des nouveaux médias. Le déplacement du contenu de la presse traditionnelle vers le digital montre que les activistes sont conscients de la censure opérée par le gouvernement sur la première, mais aussi de la nouveauté du second, et donc de son impossibilité à être aussi soigneusement contrôlée que la sphère des médias traditionnels¹⁴.

Il est ainsi possible de dresser un parallèle entre les techniques de communication des cyberactivistes égyptiens et les méthodes de l'agit-prop. Ils cherchent à mettre en avant des problèmes structurels dans la société égyptienne, mais ont également recours à des exemples conjoncturels (comme la mort de Khāled Sa'īd) pour faire appel aux émotions des spectateurs. Les cyberactivistes jouent alors le rôle d'agitateurs, en diffusant par le biais d'Internet les revendications à grande échelle, et mettent en valeur l'idée d'un consensus autour des revendications exprimées (technique notamment étudiée par l'activiste et sociologue américain Saul Alinsky dans *Rules for radicals*¹⁵).

13 Sally HAMMOUDA, Heba EL-ABBADI, « From spectators to spect-actors. All Tahrir's a stage » in Aaltonen S., Ibrahim A. (Dirs.), *Rewriting Narratives in Egyptian Theatre. Translation, Performance, Politics*, New York, London: Routledge Advances in Theatre and Performance studies, 2016, p. 180-200.

14 Niepechahi MEPFUHO, « Cyber-activism and the Egyptian Revolution (2011) », *International Journal of Scientific and Research Publications*, Volume 6, n° 9, Boston, Septembre 2016.

15 Saul ALINSKI, *Rules for radicals: a practical primer for realistic radicals*, Random House, New York, 1971, 196 p.

Malgré des tentatives de contrôle de l'espace en ligne, le gouvernement égyptien ne semble pas mesurer l'ampleur du changement amené par les nouveaux médias. À l'aube de la révolution de 2011, l'écosystème des activistes politiques égyptiens en ligne est donc constitué d'un ensemble de blogs, sites et listes de distributions d'informations qui cherchent à diffuser le plus largement possible deux types de contenus, écrits (pamphlets, messages d'organisation) et visuel (servant à éduquer et sensibiliser les populations). Cette dualité sémantique, entre l'écrit et le visuel, rappelle la dualité entre agitation et propagande que des groupes d'activistes tels que Kazeboon vont mettre à profit afin de contribuer aux mouvements révolutionnaires de Janvier 2011. Une conjecture se dessine pour permettre à Kazeboon de mener des actions avec succès.

Les contrecultures activistes, de l'espace virtuel à l'espace public : l'agit-prop du collectif Kazeboon

Ouverture de l'espace public

Internet a donc rapidement fait ses preuves en tant qu'outil de communication efficace, mais l'objectif n'en reste pas moins la transitivité du conflit latent vers l'espace social. À partir du 25 janvier 2011, la lutte contre le pouvoir autoritaire se mène dans la rue. Internet devient alors un espace où l'on relaie les images des mobilisations en cours, mais aussi des violences à l'œuvre. Désormais, l'objectif n'est plus tant d'agréger des discours contestataires que de témoigner de l'ampleur de la mobilisation, pour convaincre les indécis à descendre rejoindre les manifestants. De plus, la révolution est surtout en marche dans les grands centres urbains (Le Caire, Alexandrie, Port-Saïd et Suez), et menée par une élite libérale, connectée et politisée. Un nouvel enjeu apparaît alors : comment mobiliser la frange la plus modeste et rurale de la population? Ces populations n'ont généralement pas accès à Internet. Aussi, certains activistes perçoivent la nécessité de mener des campagnes de terrain, à l'instar du collectif Kazaboon, dont un des membres déclare :

« When online dissemination also proved not to be effective enough to change public opinion, the idea was hatched to reach people by utilizing public space as a medium of political expression and information dissemination.¹⁶ »

Le passage de l'activisme politique de l'espace en ligne à l'espace social est alors facilité par le contexte révolutionnaire. En effet, la démission de Moubarak, le 11 février 2011, entraîne la déstructuration puis le démantèlement des instances de surveillance de l'ancien régime, et en premier lieu la Police. Le Conseil Suprême des Forces Armées (CSFA) est chargé d'assurer la transition politique, l'armée prend donc le pouvoir, mais exerce une surveillance ambiguë au printemps

¹⁶ Wael ESKANDAR, « Egypt's Kazaboon: countering State narrative » [en ligne], *Op. Cit.*

2011, laissant se développer une marge de liberté pour ne pas contredire la masse révolutionnaire.

De l'espace virtuel à la rue : les campagnes de Kazeboon

Le collectif d'activistes Kazeboon, actif sur les réseaux sociaux depuis 2008, adapte en 2011 ses méthodes de diffusion à la rue, profitant de l'éveil des consciences et de l'effervescence générale pour sensibiliser le plus grand nombre aux enjeux politiques du moment. L'originalité de leur projet consiste à relayer les contenus disponibles en ligne, mis à disposition sur des plateformes telles que Youtube, pour mettre en place des projections dans l'espace public. Ces contenus sont choisis par les membres du collectif, qui procèdent ensuite à un montage visuel et sonore des documents produits par des amateurs. Eskandar explique ainsi la méthode de création du collectif, qui consiste à confronter des vidéos de crimes commis par le régime, souvent téléchargées par des activistes, et des captations sonores de déclarations tenues par des représentants du régime attestant de leurs velléités pacifistes, afin de témoigner de la contradiction entre les discours officiels et la réalité de leurs actions sur le terrain, dans le but de provoquer une mise en question du spectateur : « *the contradiction creates doubt, which leads to searching for the truth*¹⁷ ». De la musique est ensuite ajoutée au montage. Le premier montage présenté par le collectif le 20 décembre 2011, utilise des images tirées des médias officiels, sur lesquelles on peut voir le Général Adel Omarah, déclarant « Les forces armées n'ont aucune procédure impliquant l'usage de la violence ». En contrepoint, des images de militants frappés et violentés, produites par des vidéastes amateurs, sont intercalées dans la vidéo du discours, afin de mettre en lumière le décalage entre le discours politiques et les agissements des autorités¹⁸.

Ainsi, une dimension créative vient s'adjoindre à une démarche militante. En ce sens, les membres du collectif Kazeboon s'inscrivent dans la lignée du théâtre d'intervention, héritier de l'agit-prop, défini par Philippe Ivernel comme « un théâtre d'intervention, opérant sur l'actualité brûlante, pour diffuser analyses et slogans par des moyens de choc¹⁹ ». La langue est simple, les objectifs clairs, permettant une forme de didactisme, tendant à informer le spectateur et à engager chez lui une réflexion sur les enjeux du conflit politique. Ils pratiquent ce que Gilles Deleuze a nommé « artivisme », démarche analysée par Olivier Neveux dans son ouvrage *Politiques du spectateur* comme consistant à ne pas « représenter les conflits, mais de les instaurer ou de prendre part à leur création²⁰ ».

17 *Ibid.*

18 Cette vidéo est disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=tDF8qctR2tg>

19 Philippe IVERNEL, « Agit-prop (Le théâtre d') » in Michel CORVIN (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique du théâtre à travers le monde*, Op. Cit., p. 46.

20 Olivier NEVEUX, *Politiques du spectateur – les enjeux du théâtre politique aujourd'hui*, La Découverte, Paris, 2013, p. 120.

Kazeboon a été actif entre 2011 et 2013, et a organisé quatre campagnes de diffusion au fil de l'actualité politique. En décembre 2011, ils lancent la première campagne, intitulée « *Askar Kazeboon* » (« Les militaires sont des menteurs »), au cours de laquelle ils dénoncent les violences commises par le CSFA assurant le pouvoir par intérim. En juillet 2012 débute la seconde campagne « *Kazeboon – Sāriqīn ‘aishnā* » (« Menteurs – ils volent notre pain ») pour mettre en lumière l'absence de justice sociale, un an et demi après la révolution. En décembre 2012, six mois après l'élection du président islamiste Mohamed Morsi, ils créent la campagne « *Kazeboon – bi ism ad-dīn* » (« Menteurs – au nom de la religion »), afin de dénoncer la dispersion d'un meeting pacifique par les militants des Frères musulmans, parti du président au pouvoir. En 2013, ils apportent leur soutien au mouvement *Tamarrod* (« Rébellion »), demandant la destitution de Morsi, au cours d'une campagne intitulée « *Tamarrod – li annahūm kazeboon* » (Rébellion – car ce sont des menteurs »). Le mouvement, en parti à l'origine de la chute du régime des Frères Musulmans, a obtenu plus de 22 millions de signatures en ligne.

Après création du document visuel, les membres du collectif organisent des projections dans l'espace public, en privilégiant les quartiers populaires des métropoles²¹ et les régions rurales. Les projections ne sont pas annoncées au préalable, généralement non autorisées et ayant vocation à n'être présentées qu'une seule fois, lors de séance courtes d'une durée allant de vingt à trente minutes. En ce sens, elles se rapprochent donc du *happening*. Les membres du collectifs, ou autres volontaires, s'appuient sur les réseaux de solidarité des quartiers pour organiser la projection et garantir la sécurité autour de l'événement. Le matériel mobilisé est simple : des projecteurs, des haut-parleurs et un drap blanc servant de surface de projection. Le public est attiré par le bruit et se regroupe spontanément. Parfois, des séances de débats sont organisées ou émergent à la suite de la vidéo. Le public est généralement attentif, même si les réactions diffèrent, en fonction des publics et des lieux de projection. Eskandar explique, dans un entretien, que les membres du collectif ont parfois bénéficié du soutien du public en cas de menaces des forces de l'ordre. D'autres fois, le matériel a pu être détruit par les membres du public eux-mêmes, défendant les personnalités visées par les vidéos, qu'ils soient des militaires ou des Frères Musulmans²². Là encore, on retrouve dans ce mode opératoire les procédés propres à l'agit-prop, ceux d'une représentation « peu coûteuse, adaptable partout, accessible aux plus frustes²³ ». De plus, si le matériau servant à la composition des vidéos projetées est issu d'un contenu disponible en ligne, c'est également grâce à Internet que Kazeboon diffuse son travail. En

21 Une vidéo de la projection dans le quartier populaire d'Imbaba, au Caire, est visible sur cette page : https://www.youtube.com/watch?v=AJ-Q1_Po62o.

22 Entretien réalisé au Caire le 04/03/2017.

23 Claire AMIARD-CHEVREL, « Agit-prop (Le théâtre d') » in Michel CORVIN (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique du théâtre à travers le monde*, Op. Cit., p. 46.

effet, les vidéos créées par le collectif sont également mises en ligne, et peuvent être réutilisées par tout activiste indépendant, mouvement, parti politique ou comité de quartier prêt à organiser une projection. Ainsi, Internet est à la fois une source pour les membres du collectif, et un moyen de diffusion de leurs vidéos, destinées à être réutilisées.

Un contexte favorable

Grâce aux possibilités offertes par le contexte révolutionnaire, le mode de création et de diffusion, les vidéos produites par Kazeboon ont été vues par un large nombre de spectateurs. Eskandar estime que plus de 10 000 projections de la première campagne ont été organisées dans presque tous les gouvernorats d'Égypte et dans huit pays étrangers²⁴.

Comme en témoigne cette large réception, l'agit-prop menée par Kazeboon semble avoir été efficace. Cependant, il faut noter que l'action du collectif a bénéficié d'un contexte favorable. En effet, les campagnes dirigées à l'encontre des Frères Musulmans, en 2012, n'ont que peu été réprimées par les forces de police contrôlant l'espace public. Si cela est en partie dû au contexte libéral de la période révolutionnaire, il est important de souligner que les forces militaires, qui n'ont jamais cessé de conserver une partie du pouvoir et les instruments de répression, étaient alors également hostiles au régime islamiste. Ainsi, les campagnes menées par Kazeboon ont témoigné d'un véritable renouveau de la communication politique du point de vue de la forme plus que du fond. De plus, les citoyens égyptiens ont très vite exprimé un mécontentement à l'égard du régime de Morsi, dans un contexte de crise économique et de multiplication des pénuries.

Contre-révolution et médias

L'arrivée au pouvoir d'un nouveau régime issu de l'armée à la suite de la destitution de Morsi le 3 juillet 2013, dont Abdel Fattah al-Sisi devient le président au printemps 2014, entraîne un retour de la répression. La promulgation de la loi de « réglementation des manifestations » et le musellement de la presse entraînent un contrôle strict de l'espace public et des discours contestataires. La rue n'est plus un espace où les revendications peuvent être exprimées. Dans ce contexte, la sphère digitale a elle aussi changé et ses modifications se sont opérées en deux temps, d'abord en termes sociologiques, puis en termes technologiques.

Le changement sociologique va affecter la circulation des discours contre-culturels. En effet, le nombre d'Égyptiens ayant accès à Internet va non seulement augmenter, jusqu'à 34 millions en 2017, dont 32 millions d'utilisateurs de Facebook. Les activistes primo-adoptants, tels que Kefaya et Kazeboon, ne sont désormais plus les seuls à diffuser leurs discours. Jusqu'alors, leurs propos constituaient encore la majeure partie des contenus diffusés sur le *Web 2.0*. Avec cette explosion d'utilisateurs, cette majorité s'effrite pour laisser place à une

²⁴ Wael ESKANDAR, « Egypt's Kazaboon: countering State narrative », *Op. Cit.*

plus grande diversité d'opinions. On observe notamment l'apparition des Frères Musulmans sur Twitter (@lkwhanweb) mais aussi celle du président al-Sisi (avec plus d'un million de *followers*). Cet exemple s'inscrit dans une dynamique de diversification des opinions politiques dans une sphère de communication qui voit entrer des acteurs plus institutionnels, utilisant les mêmes techniques de propagande. Ce bruit qui s'impose au sein de ces médias qui ne sont plus si nouveaux diminue drastiquement le pouvoir de communication des activistes de la première heure²⁵. L'augmentation du nombre d'utilisateurs de ces nouveaux médias en fait donc non seulement un média de masse, similaire à ceux censurés par le gouvernement et critiqués par des groupes activistes tels que Kazeboon jusqu'à 2011, mais aussi un média de plus en plus connu des services de renseignements et de censure gouvernementaux à travers le monde.

D'autre part, si la diversification des contenus présents en ligne rejoint la nature pluri-propagandiste des médias de masse existants, la spécificité technologique des réseaux digitaux présente des aspects bien différents du fonctionnement des médias traditionnels. D'après Alexander Galloway, la nécessité des technologies digitales de fonctionner exclusivement via un protocole prédéfini (sur Internet, généralement HTTP ou SMTP) ouvre la porte à un contrôle gouvernemental sans précédent en termes de granularité, d'efficacité et de discrétion²⁶. Il ne s'agit plus, désormais, de ficher les utilisateurs de café internet, ou de supprimer l'accès en masse à des sites particuliers, mais à surveiller l'activité en ligne de certains activistes et de cibler leur connexion internet individuelle ou de les mettre individuellement sous surveillance. Cette nouvelle posture du gouvernement vis-à-vis de ces médias digitaux est dangereuse en ce qu'elle permet l'identification des activistes politiques²⁷. Elle contrecarre également les techniques d'action de Kazeboon, en empêchant les rassemblements dans l'espace public, ainsi qu'en censurant et supprimant les contenus de propagande spécifiques, tout en laissant l'accès aux principales plateformes médias devenues chères à la masse des internautes égyptiens -Google, Facebook, Twitter.

Perspectives

En laissant accessibles certains modes de communication où règnent désormais une multiplicité de discours culturels, tout en supprimant discrètement les autres, le gouvernement est plus difficilement coupable de censure et de

25 Nagla RIZK, Lina ATTALAH, Nadine WEHEBA, *The Networked Public Sphere and Civic Engagement in Post-2011 Egypt: A Local Perspective*, Arab Networked Public Sphere, Boston, Mars 2016, p. 19.

26 Alexander GALLOWAY, *Protocol: How Control Exists After Decentralization*, MIT Press, Boston, 2004, p.85.

27 Open Observatory of Network Interference, Egypt: Media Censorship, Tor interference, HTTPS throttling and ads injections?, Octobre 2016, <https://ooni.torproject.org/post/egypt-network-interference/>, [consulté le 14/07/2017]

mensonge, ce contre quoi se mobilisait jusqu'alors Kazeboon. Ces nouveaux médias ont tout d'abord permis une expansion inédite des techniques d'agit-prop durant la révolution Égyptienne de 2011. Mais la reprise de leur contrôle est aussi à l'origine de l'étouffement des discours dissidents, aussi bien dans la rue que sur la toile. Il reste alors à s'interroger sur la capacité de Kazeboon et des autres groupes d'activistes à établir avec cette donne renouvelée des nouveaux médias une nouvelle distance critique qu'ils avaient avec les médias de masse à la fin de l'ère Moubarak, et qui ont permis, plus que la diffusion de leurs idées, la prise d'initiative de citoyens égyptiens à travers tout le pays.

BIBLIOGRAPHIE

- ALINSKI Saul, *Rules for radicals: a practical primer for realistic radicals*, Random House, New York, 1971, 196 p.
- AMIARD-CHEVREL Claire, « Agit-prop (Le théâtre d') » in Michel CORVIN (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique du théâtre à travers le monde*, Bordas, Paris, 2008, p. 45-46.
- ARMBRUST Walter, *Mass culture and modernism in Egypt*, Cambridge: Cambridge University Press, 1996, 275 p.
- DE GAYFFIER-BONNEVILLE Claire, *Histoire de l'Égypte moderne – L'éveil d'une nation*, Flammarion, Coll. « Champs Histoire », Paris, 2016, 616 p.
- ENCEL Frédéric, *Géopolitique du Printemps arabe*, Presses Universitaires de France, Paris, 2014, 241 p.
- ESKANDAR Wael, « Egypt's Kazaboon: countering State narrative » [en ligne], Washington, Middle East Institute, Juillet 2013, <http://www.mei.edu/content/egypts-kazeboon-countering-state-narrative> [consulté le 12/01/2017]
- GALLOWAY Alexander, *Protocol: How Control Exists After Decentralization*, MIT Press, Boston, 2004 312p.
- HAMMOUDA Sally, EL-ABBADI Heba, "From spectators to spect-actors. All Tahrir's a stage" in Aaltonen S., Ibrahim A. (Dirs.), *Rewriting Narratives in Egyptian Theatre. Translation, Performance, Politics*, New York, London: Routledge Advances in Theatre and Performance studies, 2016, p. 180-200.
- IVERNEL Philippe, « Agit-prop (Le théâtre d') » in Michel CORVIN (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique du théâtre à travers le monde*, Bordas, Paris, 2008, p. 45-47.
- LÉNINE Vladimir Ilitch, *Que faire ?*, Paris, Seuil, 1966. Première édition en 1902. 319 p.
- MAHFOUDI Samira, *Les dilemmes de l'opposition égyptienne : Kifaya ou l'émergence d'un véritable mouvement de contestation*, CEDEJ, Québec, 2006 6p.
- MEPFUHO Niepechahi, « Cyber-activism and the Egyptian Revolution (2011) », *International Journal of Scientific and Research Publications*, Volume 6, Issue 9, Boston, Septembre 2016, 18p.
- NEVEUX Olivier, *Politiques du spectateur – les enjeux du théâtre politique aujourd'hui*, La Découverte, Paris, 2013, 275 p.

O'REILLY Tim, *What Is Web 2.0*, O'Reilly Media, New York, 2005, 35 p.

RIZK Nagla, *The Networked Public Sphere and Civic Engagement in Post-2011 Egypt: A Local Perspective*, *Arab Networked Public Sphere*, Boston, Mars 2016, 35p.

SELAIHA Nehad, « The Fire and the frying pan, censorship and performance in Egypt », *The Drama Review*, n°57, novembre 2013, p. 24-25.